**Bidet, A., Borzeix, A. Pillon, T., Rot, G. et F. Vatin
(coordinateurs) (2006). *Sociologie du travail et activité***

Sandrine Barrey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/activites/1965>

DOI : 10.4000/activites.1965

ISSN : 1765-2723

Éditeur

ARPACT - Association Recherches et Pratiques sur les ACTivités

Référence électronique

Sandrine Barrey, « Bidet, A., Borzeix, A. Pillon, T., Rot, G. et F. Vatin (coordinateurs) (2006). *Sociologie du travail et activité* », *Activités* [En ligne], 5-1 | avril 2008, mis en ligne le 15 avril 2008, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/activites/1965> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/activites.1965>

Activités est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Analyse de l'ouvrage
« Sociologie du travail et activité » de Bidet, A., Borzeix,
A. Pillon, T., Rot, G. et F. Vatin (coordinateurs) (2006),
Toulouse: Octarès Editions

par Sandrine Barrey

CERTOP – UMR CNRS 5044 / Université Toulouse-Mirail. Département de Sociologie

Cet ouvrage collectif est le résultat des sessions tenues lors du premier congrès de l'Association Française de Sociologie en 2004 à Villetaneuse par les participants du réseau thématique « Sociologie du travail et activité »¹. Il rassemble des textes sélectionnés par un comité scientifique composé d'Alexandra Bidet, d'Anni Borzeix, de Thierry Pillon, de Gwenaëlle Rot et de François Vatin, qui ont fait l'objet d'un remaniement par rapport aux communications présentées au congrès. Trois autres articles, jugés pertinents par rapport à la thématique, ont été ajoutés à l'ouvrage.

« Travail et activité », « le travail en actes », « le travail comme accomplissement pratique », « le travail en train de se faire », ... sont autant d'expressions utilisées par les contributeurs au livre – pour la plupart sociologues, mais notons la présence de deux anthropologues, de deux ethnologues, d'un socio-économiste et d'une linguiste – qui soulignent une volonté commune de cerner de nouvelles catégories d'analyse du travail. Plaçant l'activité au cœur de leur questionnement, les auteurs prennent acte des méthodes et des concepts déjà bien éprouvés dans d'autres disciplines (l'ergonomie, la psychologie cognitive, les sciences du langage...) mais aussi dans d'autres champs de la sociologie, comme ceux cités par Alexandra Bidet dans son introduction générale (p. 7) : l'anthropologie des sciences et des techniques (Latour), la sociologie des espaces publics (Joseph), auxquels nous ajoutons la sociologie, certes plus récente, des marchés.

L'un des principaux mérites de l'ouvrage est de suivre un fil directeur qui en fait une contribution cohérente à la compréhension du travail comme accomplissement pratique. Sa structuration, en quatre sections, est particulièrement élégante et bienvenue pour appréhender les différentes facettes analytiques du travail comme activité : « 1. Corps et technicité dans l'action » ; « 2. Réaliser un produit. Les détours d'un accomplissement concret » ; « 3. L'engagement subjectif dans l'activité, exigence anthropologique » ; et « 4. Le travail d'organisation en actes ». Chaque section est précédée d'une courte introduction rédigée par chacun des coordinateurs de l'ouvrage, qui souligne les points de convergence des contributions. Dans cette note de lecture qui vise avant tout à faire connaître le contenu de l'ouvrage, nous tenterons aussi de dégager quelques points de rupture.

Bien plus qu'une « introduction » à l'ouvrage, le texte d'Alexandra Bidet constitue une contribution à part entière à la redéfinition de la notion de travail. L'auteur retrace les détours de la tradition friedmannienne qui ont été nécessaires à la « récente mise sur agenda » du « travail en actes » : la remise en cause de l'idée d'autonomie comme mesure du travail ; la critique de la conception abstraite du temps dans l'idéal du métier artisanal pour lui opposer la nécessaire prise en compte du caractère dynamique de toute activité ; et enfin une redéfinition de la technique comme « rapport opératoire au monde, avec ses espaces de création normative, son exploration de significations et ses formes d'épreuve des capacités individuelles » (p. 13).

Les trois articles de la première section font référence à des situations de travail où l'action à distance est particulièrement prégnante. De fait, les médiations matérielles de l'activité prennent une envergure particulière dans les analyses.

1. Cf. site Internet du réseau thématique n° 23 l'AFS : <http://fr.groups.yahoo.com/group/AFS-RT23/>

La contribution de Manuel Boutet entre dans cette problématique en questionnant la notion d'« ordinateur ». L'approche écologique que l'auteur développe à partir de l'analyse de situations de dépannages le conduit à s'écarter d'une définition essentialiste de l'ordinateur considéré comme une boîte noire aux contours bien définis ou comme une catégorie venant désigner telle ou telle action. Dans leur « état sauvage » – c'est-à-dire saisis en usage – les ordinateurs apparaissent au contraire comme « mobiles et tentaculaires » (i.e. extensibles à d'autres objets) (p. 32); comme des « systèmes techniques dotés d'une très grande plasticité » (i.e. changeant de forme au fil des activités dans lesquelles ils se trouvent pris) (p. 35); et comme « des territoires ouverts à l'exploration » (p. 29) dans lesquels l'intervention du dépanneur et/ou de l'utilisateur nécessite une interprétation personnelle de la situation qui engage, au-delà de l'analyse du langage, celle de l'activité et de l'interaction technique comme procès pratique. « L'ordinateur » est alors redéfini comme « une catégorie de l'agir avec ces objets », soit une « représentation limitée » (p. 42) à ce que le dépanneur comme l'utilisateur ont besoin de comprendre pour mener à bien leur activité. De ce point de vue, la préoccupation – d'inspiration phénoménologique et ethnométhodologique – de M. Boutet est de ne pas distinguer l'activité de la spécification du contexte par les acteurs : un sens émerge d'une appréhension générale de la situation qui, ainsi restructurée, ouvre des possibles et fait entrevoir les actions appropriées à effectuer.

La contribution de Jérôme Denis et Christian Licoppe porte sur les usages de la messagerie instantanée (IM) en entreprise considérée comme un « dispositif communicationnel » bien adapté aux organisations flexibles soumises à l'éclatement des personnes dans différents espaces de travail et à « la dispersion de leurs engagements » (p. 47). Pour saisir les usages de l'IM, les auteurs développent comme M. Boutet une approche écologique de l'activité. Il ne s'agit plus toutefois ici d'étudier une activité personnelle en prise avec un objet technique, mais bien la relation entre des collectifs organisationnels et des « dispositifs de médiation interpersonnelle » (p. 48) pour comprendre comment l'IM peut devenir un appui pour l'interaction et la relation. Après avoir souligné les « propriétés graphiques » (p. 49) des messages instantanés qui rendent possible non seulement l'action, mais aussi les échanges réciproques, les auteurs montrent comment l'IM instrumente et articule deux modes d'engagement dans le travail relationnel propre au monde connexionniste. Le premier est fondé sur un « vivre ensemble » ponctuel pour « travailler ensemble à la même chose » (p. 55) et dans lequel l'engagement dans la coopération et/la coordination est déjà acquis par les interlocuteurs. « Artefact interactionnel », l'IM permet alors d'activer à distance l'attention des interlocuteurs, tout en rendant possible l'aménagement d'une disponibilité commune. Le second mode est quant à lui fondé sur le maintien d'un « vivre ensemble » dans la durée entre des personnes dont les liens peuvent dépasser le cadre du groupe de travail et de l'organisation, et dans lequel l'engagement dans l'échange est soumis à plus d'incertitudes. L'IM est vu ici comme un « artefact relationnel » (p. 60) qui permet de produire et de maintenir des segments de relations durables. Si l'approche empruntée par les auteurs s'ancre sur les acquis de la théorie de la cognition distribuée, elle les dépasse aussi en montrant que l'usage de l'IM n'est pas qu'une aide externe à la cognition : « son usage remodele les formes de lien qui les traversent, les conventions interactionnelles qui s'y rattachent et les épreuves qui les sanctionnent. » (p. 63).

L'article de Gérard Dubey renouvelle quant à lui la problématique classique en sociologie du travail de la société technicienne et des liens de solidarités qui peuvent ou non s'y déployer. La nouveauté de l'approche mobilisée, qui rompt radicalement avec la sociologie du travail critique de la société technicienne, tient au changement de paradigme observé au sein même des grands systèmes techniques s'inscrivant dans le modèle des industries de flux². L'exclusion de l'homme du processus de production et la distanciation accrue entre les corps des travailleurs et les éléments de la matière – pour des raisons sécuritaires évidentes liées au maintien de la vie – oblige à une exigence autre que la sociabilité propre au monde connexionniste décrite dans la contribution précédente : il s'agit « de se maintenir dans un rapport de proximité avec la vie, de réaménager et de repenser le lien qui nous

2. François Vatin appelle les industries de flux les « industries fondées sur un principe chimique de production qui ont su mettre en œuvre une production en continu, où la transformation de la matière s'effectue dans sa circulation à l'intérieur des installations ». Cf. Vatin, F. (1987). *La fluidité industrielle*. Paris : Meridiens-Klincksieck. p. 107.

unit à elle » (p. 69). L'étude basée sur l'exemple de la relation du contrôleur aérien avec la réalité qu'il travaille présente un triple apport aux théories classiques de l'action. D'abord, si elle souligne la médiation de tout système technique dans cette activité, elle montre aussi sa temporalité propre, marquée par l'urgence et l'incertitude. Ce temps spécifique lié à l'activité située en salle de contrôle reconfigure aussi l'existence tout entière en lui donnant un sens, « celui d'un présent riche en imprévus et en défis » qui nécessite également l'appui de la cohésion du collectif pour « désamorcer la menace véhiculée par la distanciation » (p. 73). Ensuite, la contribution redonne ses lettres de noblesse aux formes symboliques du lien social. La technique permet de cristalliser et de maintenir l'expression d'une pluralité de significations, d'un « vivre ensemble » qui ne relève pas de la fonctionnalité. Enfin, Gérard Dubey redonne une épaisseur historique au sujet de l'activité³ : « chaque présent comme chaque passé continue d'être le réceptacle de possibles inexplorés et toujours disponibles. » (p. 76).

La deuxième section de l'ouvrage rassemble trois contributions qui soulignent toutes « les détours » et les « ajustements » nécessaires à la réalisation d'un produit : un film d'auteur (Benjamin Seroussi) ; une signature d'huissier (Béatrice Fraenkel) et un acte juridique (David Pontille).

B. Seroussi étudie le « moment du tournage » de la production d'une séquence de cinq minutes de film. Il appuie son analyse sur des concepts développés par la théorie de l'acteur-réseau ainsi que par la sociologie de l'art soucieuse de repeupler « les mondes de l'art »⁴ des « médiations »⁵ qui le rendent possible. L'auteur met au jour l'incessante inventivité du collectif et les multiples « ajustements » nécessaires pour remédier aux contraintes sociales, techniques et économiques rencontrées lors de la réalisation. Il pose aussi la question de la place du réalisateur dans cette « création collective ». Question stimulante car elle donne prise à une réflexion sur les différentes positions des personnes dans un collectif et plus largement sur le sujet de l'activité. L'auteur nous présente ici un réalisateur qui, par sa position dans le réseau, « contrôle tout ce qui s'y fait et tout ce qui s'y fait lui revient » (p. 97). Aussi, si le réalisateur est un sujet davantage situé du côté de l'œuvre que du côté technique, il s'agit avant tout d'une « position actancielle », c'est-à-dire définie « par les places respectives des personnes lors des rencontres, plutôt que par des appartenances à des totalités » (Dodier et Baszanger)⁶. Dans cette perspective, si « le réalisateur pose son empreinte sur l'œuvre » prenant ainsi la figure d'un « auteur » (Rot, introduction à la seconde section), il n'en reste pas moins un « actant » dont la capacité d'agir équivaut à faire tenir et fonctionner les réseaux socio-techniques. La figure de l'auteur qui se dessine dans la contribution suivante prend davantage d'épaisseur au sens où le corps, mais aussi « l'autorité » et la responsabilité du sujet de l'action y sont plus présents.

Béatrice Fraenkel prend pour objet la signature de l'huissier de justice et l'interroge sous l'angle de sa performativité en tentant « d'articuler la théorie des actes de langage à l'analyse empirique de situations de travail » (p. 101). En suivant le point de vue de l'huissier, l'auteur montre que la signature juridique ne tire sa force ni de son caractère ritualisé et institué, ni du « signe » apposé au bas d'un acte juridique, ni encore au suivi rigoureux de la « procédure juridique ». Signer est un acte dont la performativité tient d'abord à la situation et au contexte de son exécution. « La signature est avant tout un moment à part dans la journée » (p. 103) : un moment en phase avec l'activité sociale, qui s'oppose aussi à l'activité courante. Pour l'huissier, c'est une « routine consacrée à ce qui, précisément échappe à la routine » (ibid.). Signer est un travail collectif qui s'opère dans un moment « ouvert à la conversation professionnelle » (p. 104). Du point de vue du travail, signer engage doublement l'huissier. D'abord « l'individu lambda » (p. 107) avec son identité propre, ses émotions et son corps qui en fin de journée, au moment de la signature, porte la fatigue de la journée de travail (trajets, tensions en face à face...). La signature est pour lui un moment de « plaisir », de « relâche » et de « fixation » (p. 104). Ensuite signer engage son appartenance au corps d'officier qui lui confère

3. Cette historicité est certes présente dans les théories de l'activité mettant l'accent sur le développement, toutefois elle reste peu exploitée dans les recherches sociologiques habituellement menées sur l'activité.

4. Becker, H. S. (1988). *Les mondes de l'art*. Paris : Flammarion.

5. Hennion, A. (1993). *La passion musicale. Une sociologie de la médiation*. Paris : Métailié.

6. Dodier N. et Baszanger I. (1997). Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique. *Revue Française de Sociologie*, 38 (1), 56.

sa responsabilité. Mais cette « appartenance à une totalité » (Dodier & Baszanger)⁷ ne fait pas de sa signature un acte performatif. L'acte « signer » nécessite comme l'acte « réaliser un film » des « détours », des « ajustements ». Toutefois il convient de spécifier davantage les modalités de ces « ajustements ». Dans le cas de la réalisation du film, il s'agissait surtout de rectifier le tir, d'adapter les prescriptions (mêmes floues) du réalisateur aux contraintes locales. Ici l'exigence liée à la responsabilité de l'huissier semble plus forte : il s'agit plutôt de « lire » l'acte pour le « corriger » et le rendre ainsi vrai, « valide », « authentique ».

L'article de David Pontille porte quant à lui sur la production d'un acte juridique par les huissiers de justice « pour l'étudier comme forme d'objectivation de la force du droit » (p. 114). Soucieux de contribuer à une pragmatique de l'écrit en interrogeant les liens entre écrit et action, c'est d'abord en saisissant l'acte comme production d'un texte que l'auteur aborde son objet. Il montre comment les qualités graphiques de l'acte (p. 116) propres au « genre » (Bakhtine)⁸ sont « impliquées dans l'accomplissement de l'acte et participent des conditions de son efficacité pragmatique » (p. 118). Mais l'acte juridique ne tire pas sa valeur uniquement du respect des procédés graphiques. Elle provient aussi du respect de la « logique procédurale des documents juridiques » (p. 120). Enfin, comme le moment de la signature, l'acte juridique est « situé ». Mais c'est à une nouvelle définition de la situation que nous invite l'approche théorique de David Pontille : les saillances de l'environnement (approches cognitivistes) et les actions individuelles des acteurs (« courant interprétatif » en sciences sociales) ne suffisent pas à définir la situation où est produit l'acte juridique. L'auteur montre comment « l'acte écrit participe pleinement de la circonscription d'une situation » et « exerce un effet majeur d'institution du réel » (p. 124). En cela l'acte est tout autant un « accomplissement » de l'action que le « produit d'une activité réalisée » (p. 121). Notons enfin que les « détours d'un accomplissement concret », les « ajustements » nécessaires à la production de l'acte juridique prennent dans cette contribution la forme de l'attachement. Il s'agit d'attacher l'acte dans le réel pour saisir la singularité de chaque cas, puis de le détacher de la particularité pour mieux le ré-attacher ensuite aux règles juridiques (procédés graphiques et/ou procédure juridique). Ce sont ces procédures d'attachement qui rendent l'acte valide. Enfin, et c'est peut-être propre à la « saisie juridique » (Pontille)⁹, les biens saisis par l'huissier sont détachés de la *collection personnelle* du débiteur pour être ré-attachés à la *collection marchande* de biens destinés aux enchères publiques. On entrevoit ici à quel point « l'ajustement » nécessaire à l'accomplissement de l'action est aussi une affaire de *valeurs*.

La troisième section de l'ouvrage intitulée « l'engagement subjectif dans l'activité, exigence anthropologique » ouvre sur une problématique qui aurait pu intégrer cette thématique des *valeurs engagées dans l'activité*. Si elle ne l'inclut pas¹⁰, notons toutefois que la subjectivité reste généralement très peu interrogée dans les travaux se réclamant des théories de l'action et de l'activité. Comme le souligne bien Anni Borzeix à propos des contributions de la première section de l'ouvrage, celles-ci raisonnent moins sur la notion de sujet que sur celle d'« agency sociale » (p. 25). Cette section pose donc avec d'autant plus d'acuité la question, certes embarrassante, de savoir si l'étude du « travail en actes » peut se passer d'une théorie de la subjectivité.

La section s'ouvre avec un très bel article d'ordre théorique sur la notion de routine, cet objet dont les catégories d'analyse sont en cours de renouvellement en sociologie¹¹. Marc Breviglieri y retrace

7. Op. cit.

8. Bakhtine, M. (1984). Les genres du discours. In M. Bakhtine (s/d). *Esthétique de la création verbale* (pp. 265-308). Paris: Gallimard.

9. Pontille, D. (2005). Une saisie au château. In Fraenkel et al. *Pratiques juridiques et écrit électronique : le cas des huissiers de justice*. Rapport de recherche, GIP du ministère de la justice, chapitre 2.

10. À l'exception peut-être de la contribution de Delphine Corteel où les valeurs s'incarnent, nous le verrons, dans une « éthique au travail », mais sa préoccupation est davantage tournée vers les modes de présence de la personne au travail.

11. Notons simplement, parce qu'ils ne sont pas cités dans l'article, les deux contributions de Sophie Dubuisson-Quellier à l'analyse de la routine : Dubuisson, S. (1998). Regard d'un sociologue sur la notion de routine dans la théorie évolutionniste : à quoi sert la notion de routine ? *Sociologie du travail*, 40 (4), 491-502 ; Dubuisson-Quellier, S. (2006). De la routine à la délibération. Les arbitrages des consommateurs en situation d'achat. *Réseaux*, No 135-136, 253-284.

la genèse de la notion en développant la façon dont différentes approches en sociologie du travail l'ont thématisée. D'abord la sociologie du travail friedmannienne qui a renvoyé la routine « au travail répétitif de l'ouvrier déqualifié [...] adossée à l'opposition si souvent reconduite entre autonomie et hétéronomie » (Pillon)¹². Cette vision négative a ensuite été dépassée dans le cadre du « tournant interprétatif » en sciences sociales pour lui reconnaître quelques bienfaits : loin de refléter un « automatisme mécaniquement produit » (Breviglieri, p. 131), les sociologues ont mis l'accent sur le sens et les compétences (innovation ; inventivité ; sens de la justesse ; etc.) qu'elle implique dans un ajustement continu au monde, que l'activité se déroule dans un univers fortement contraint ou laissant plus de marge à l'expression de l'autonomie. Ce renversement de perspective a redonné d'une part une certaine dignité au travailleur et à ses savoir-faire, d'autre part au niveau collectif une certaine « *liberté d'expression* sans revêtir la seule apparence de l'improvisation fortuite et heureuse » (p. 135). Cette liberté du sujet « comme horizon de la routine » (ibid.) repose sur l'articulation d'un « délestage du corps » et d'une libération de l'esprit au sens de Giddens qui la voit comme « pourvoyeuse d'assurance » (p. 135). L'auteur retrace ensuite les interrogations des sociologues sur l'ambivalence de la routine : son instrumentalisation dans les politiques néo-libérales de management fait de la libération du sujet un horizon difficile à atteindre pour la sociologie critique du travail qui la décrit comme une « domination douce » (p. 137). La conclusion de l'auteur est plus optimiste. Sans doute parce qu'en saisissant « le niveau très intime et personnel où prend forme le *geste usuel* » (p. 139), il nous montre aussi que la routine « est avant tout, pour le travailleur, une manière de rendre son milieu de travail habitable, c'est-à-dire reconnaissable et disponible » (Pillon, p. 128).

C'est précisément à cette « privatisation de l'espace de travail » que nous invite l'étude d'Anne Monjaret. Sur la base d'une ethnologie des espaces de travail propres aux personnels administratif et technique d'un hôpital, l'auteur distingue deux formes d'habitabilité des espaces de travail. La première – « la singularisation » – est spécifique aux ateliers des ouvriers hospitaliers. En quête de reconnaissance par les autres services hospitaliers, les ouvriers habillent leur atelier et les espaces où ils circulent de façon à affirmer l'identité de leur groupe de travail. Les décorations concourent aussi « au renforcement des jeux de l'altérité et de la virilité » (p. 147). La seconde concerne le personnel administratif et relève moins de l'affirmation du collectif que de la « personnalisation » des espaces. Bien que les bureaux soient investis plutôt par des femmes, l'auteur montre que l'identité professionnelle l'emporte sur l'identité sexuelle : « Le décor dévoile finalement le type de fonction qu'exercent les salariés » (p. 152). Quel que soit le mode d'habitabilité au travail, l'angle de la culture matérielle choisi par l'auteur donne une fonction aux objets et aux sujets bien différente des autres contributions. Les objets sont moins des « médiations »¹³ qui contribuent à *re-définir* les situations de travail et l'activité, que des outils de marquage du territoire et des supports de distinction sociale (d'un groupe ou d'un individu). Ces derniers participent à *reproduire* l'ordre social établi (défini essentiellement par les rapports entre ouvriers et employés). Pour le dire autrement, les décorations sont d'emblée attachées à une culture. Quant à la question du sujet, si l'étude montre à quel point l'appropriation – personnelle ou singulière d'un groupe – des espaces participe pleinement à l'efficacité du travail (Pillon, p. 128), la subjectivité, notamment dans son versant de la « singularité » est d'emblée saisie dans une « perspective intégrative » (Dodier et Baszanger)¹⁴ qui pose également la « conscience collective » comme étant partagée a priori.

C'est à une autre perspective que nous invite la contribution de Jean-Pierre Hassoun dont le travail porte sur l'engagement émotionnel des acteurs sur les marchés financiers à la criée du *Matif*. L'ethnographie des activités de courtage montre d'abord que ces activités marchandes, au sein desquels le mode d'action stratégique et la finalité économique sont très prégnants, se nourrissent aussi des émotions qu'elles produisent. Plus encore « ce type d'émotion participe de la fabrique sociale de ces marchés en contribuant à faire intérioriser sur le vif quelques principes sociaux » (p. 160) régissant ces marchés. J.-P. Hassoun montre ensuite la spécificité des émotions qui s'exprime dans/par ces

12. Pillon, T. Introduction à la section. p. 127.

13. Op. cit.

14. Op. cit.

situations de marché. Si elles s'actualisent dans la gestuelle du corps et dans un certain type d'interactions sociales, elles sont aussi équipées par le langage « en deçà ou en amont » de leurs traductions sociales (p. 165). Les expressions métaphoriques de la compétition, de la violence, de la performance, mais aussi du jeu, du plaisir et du sexe sont autant de moyens pour ces acteurs de s'approprier l'activité marchande en tant qu'activité sociale et de maintenir la distance avec la violence du marché en la contrebalançant émotionnellement dans l'activité. La subjectivité est ici appréhendée sous l'angle du nécessaire engagement émotionnel des traders. Mais cette nécessité ne relève pas du processus de médiation de la brutalité selon le schéma d'Elias (Pillon, p. 128), ni de la sublimation freudienne (Hassoun, p. 168). Exprimées sans retenue et de façon totalement licites sur ces marchés, les émotions produites ré-actualisent aussi la performance et la compétitivité comme convention.

La dernière contribution de cette section aborde cette fois-ci la subjectivité comme engagement « personnel » au travail. Là encore, inutile de recourir à une théorie a priori du sujet pour la saisir. Delphine Corteel souligne plutôt la pluralité des « modes de présence » (p. 176) au travail qui émergent des propos d'ouvriers rencontrés dans deux usines automobiles allemandes, tous interrogés à propos de ce qu'ils « disent et pensent de la flexibilité ». Plutôt que de partir de la définition managériale externe de la « flexibilité », l'auteur se focalise sur ce que signifie, pour eux, « être flexible » et ce que devrait être « la flexibilité » comme bonne politique managériale. Elle montre d'une part l'hétérogénéité de ce que recouvre l'« éthique du travail » (p. 176) et les modes de présence au travail différenciés qu'elle suscite ; d'autre part l'homogénéité de ce que représente le « je » au travail, à savoir une capacité à « décider de s'impliquer ou pas selon des critères personnels et, en cas d'implication, décider du champ de celle-ci, pour soi-même *et* avec les autres. » (p. 184). Si ces quatre contributions montrent bien qu'il est inutile de recourir à des catégories abstraites pour donner corps à l'engagement subjectif dans le travail (Pillon, p. 129), nous voyons aussi que celui-ci recouvre des dispositions plurielles : l'intimité et la personnalité du geste usuel (Breviglieri), l'émotion (Hassoun), la capacité à se rendre personnellement présent au travail (Corteel) et celle de s'approprier l'espace (Monjaret). Quel statut faut-il alors donner à ces dispositions dans l'analyse de l'activité ? Les réponses apportées ici sont plurielles. L'approche par les médiations culturelles d'A. Monjaret rend compte d'une *acquisition différenciée de dispositions* qui ne s'actualisent qu'en situation par une appropriation différenciée des espaces de travail. Les contributions de M. Breviglieri et de D. Corteel laissent au contraire paraître l'engagement routinier et le mode de présence au travail comme des *capacités partagées*, qui émergent dans l'activité « située », ce qui leur donne une certaine plasticité. La contribution de J.-P. Hassoun en donne une vision encore différente. Les émotions semblent aussi être des dispositions partagées et qui s'actualisent uniquement en situation, mais cette situation est spécifique à l'activité marchande structurée par des normes (compétitivité, performance...) qui participent aussi à *circonscrire* et à *stabiliser* le mode d'expression des émotions dans les registres de la performance et du jeu.

La dernière section de l'ouvrage comprend quatre contributions consacrées au « travail d'organisation en actes », soit à la rationalisation des activités professionnelles.

Elle s'ouvre par l'article à visée généraliste de Gilbert de Terssac fondé sur plusieurs recherches développées au CERTOP qui ont toutes en commun de prendre au sérieux l'activité professionnelle bien qu'elles s'inscrivent dans des domaines de recherche séparés (action publique, travail et marchés). Après avoir retracé la genèse de la notion de travail dans la sociologie du travail française et montré comment cette dernière a ouvert la voie à « une sociologie des activités qui dessine de nouvelles figures du travail » dans « le paradigme de l'acteur » (p. 194), G. de Terssac décline quatre composantes de toute activité professionnelle : une « activité productive » ; une « activité organisationnelle » ; une « activité marchande » et enfin une « activité politique ». Ces composantes apparaissent plus ou moins fortement selon les activités professionnelles considérées et se combinent à différents degrés, mais surtout, c'est à une double transformation de notre regard sur le travail que nous invite l'auteur. D'une part, on ne peut saisir le travail aujourd'hui sans considérer son extension à des domaines qui ne lui sont pas traditionnellement associés (l'action publique et les mains invisibles du marché

par exemple). D'autre part, nous devons prendre au sérieux les médiations politiques, marchandes, productives et organisationnelles qui, dans le cours d'action de toute activité professionnelle, transforment à la fois la matière (« travail-objet »), le travailleur (« travail-sujet »), et les régulations¹⁵.

La contribution de Paul Bouffartigue et Jacques Bouteiller, comme le souligne François Vatin dans l'introduction de la section, illustre parfaitement la conception du travail définie par Gilbert de Terssac en se focalisant cette fois sur le travail des cadres. La restitution des expériences de recherche menées auprès de cadres de trois professions distinctes – les consultants en expertise économique ; les informaticiens d'une SCII et les cadres d'un réseau commercial bancaire – montrent trois principaux résultats. Les cadres, longtemps considérés par la sociologie du travail comme des encadrants ou comme des complices de l'exploitation des exécutants, sont de plus en plus « confrontés à des processus de rationalisation de leur activité » (p. 248), processus au cours duquel les dimensions exécutoires et productives sont loin d'être absentes. Ensuite, les auteurs remettent en cause l'idée d'autonomie dont bénéficierait davantage la catégorie des cadres. S'ils disposent d'une plus grande marge de liberté dans l'organisation de leur travail et de leur emploi du temps, les cadres voient aussi progresser « l'autonomie procédurale de même que la sollicitation de l'engagement subjectif dans les dimensions collectives et gestionnaires du travail » (ibid.). Enfin, « le travail ne se voit jamais directement » (ibid.). Pour l'appréhender et comme l'envisagent l'ensemble des contributions à l'ouvrage, il faut toujours retracer les médiations matérielles et langagières qui le rendent possible.

C'est à l'analyse de deux de ces médiations que nous invitent les contributions de Christelle Dondeyne et de Pascal Ughetto, qui constituent toutes deux des médiations en prise avec l'activité marchande : la « marque en actes » dans le secteur de la grande distribution (P. Ughetto) et les dispositifs d'évaluation des gérants de la restauration collective. Aussi, ces deux contributions ouvrent une réflexion sur la distinction qu'il y a lieu d'opérer – ou non – entre travail productif et travail marchand.

L'analyse de C. Dondeyne laisse surtout apparaître la fécondité du rapprochement de ces deux types d'activité professionnelle. Prêtant attention à la fois aux catégories spontanées des gérants de la restauration collective et aux codes de l'organisation qui s'actualisent dans l'évaluation des gérants, elle souligne la pluralité des configurations qui émergent de ces conflits de prescription. Aussi, et comme le dit très bien François Vatin en introduction, cette analyse montre que « la norme de l'entreprise, si formalisée soit-elle, ne peut se traduire que par la médiation complexe et toujours spécifique du travail des agents » (p. 188) et témoigne effectivement de la faible heuristique qu'il y a à opposer travail de « la relation de service » et « travail productif ».

L'étude de Pascal Ughetto ouvre pourtant une voie possible pour distinguer travail productif et travail marchand. Analysant les marques sous le prisme du travail nécessaire à leur persistance sur les marchés¹⁶, l'auteur montre aussi le conflit de prescriptions qui s'opère cette fois entre les politiques d'enseigne (qui cherchent à stabiliser l'enseigne comme marque) et le travail réalisé sur les marques en magasin. L'étude confirme que le travail d'organisation (de Terssac), loin de se réduire au travail d'encadrement, engage aussi un travail d'exécution « permanent jusqu'au niveau du magasin » (p. 212). En outre, l'auteur montre que « les salariés peuvent s'intéresser à la tenue de la marque, pour autant que les outils ne prétendent pas les priver de leur subjectivité dans l'appréhension de cette tâche » (p. 218). De ce point de vue, distinguer travail marchand et travail productif relève aussi clairement de l'illusion. Toutefois, Pascal Ughetto montre aussi que le travail de la marque est directement en prise avec « le marché », défini par les professionnels comme la clientèle déjà fidélisée et qu'il faut conserver, ou celle qui reste à capter. Aussi il ne suffit pas de « capter »¹⁷ les salariés des

15. de Terssac, G. (2003) (Ed.). *La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud : débats et prolongements*. Paris: La Découverte.

16. Pour une analyse de la singularisation et de la visibilisation des « identités collectives » (enseigne de la grande distribution et chaîne télévisuelle) sur les marchés, cf. Denis J. et Barrey S. (2006). Opérations de qualification et mise en forme de l'offre : produits, actes de présence et figure de l'offreur. *IIème Congrès de l'AFS*. Bordeaux.

17. Barrey S. (2004). Fidéliser le client dans la grande distribution alimentaire. Agir entre dispositifs et dispositions. In Cochoy F. (coord.) *La captation des publics. C'est pour mieux te séduire mon client !* (pp. 127-152). Toulouse: Presses Universitaires du Mirail.

magasins pour s'assurer de la tenue de la marque : les clients, eux aussi, « ne se laissent pas faire », « engagent leur identité dans l'achat » (p. 210). Plus encore, ces derniers sont mobiles sur les marchés (à la différence des salariés dont l'activité s'inscrit toujours dans un cadre particulier et dans un rapport de subordination, même si ceux aussi engagent leur subjectivité au travail). C'est pourquoi il nous semble que c'est dans cet espace de professionnalité très réflexive — où « la routine » (Brevieglieri) est d'ailleurs un registre d'action peut-être moins prégnant que dans les univers professionnels de production où les conduites peuvent se stabiliser plus longtemps — que s'éprouvent les savoirs et les compétences des professionnels du marché.

Il est évident que cet ouvrage collectif, par le renouvellement des catégories d'analyse du travail qu'il propose, intéressera les sociologues du travail, mais aussi les sociologues des autres spécialités qui souhaitent prendre au sérieux l'activité. Il peut aussi intéresser les étudiants, enseignants et chercheurs des autres sciences sociales qui, au-delà des théories de l'action déjà partagées entre certaines d'entre elles (action située, cognition distribuée, etc.), y trouveront matière pour redéfinir certaines notions quant à elles non partagées comme celle de « tâches » et d'« activité » (ergonomie), ou encore celles d'« acte » et de « norme » (sciences du langage).

Sandrine Barrey